

Question 1 :

Les deux territoires sont assez denses dans leur frange littorale et la couverture dans cette frange est excellente. On peut donc considérer que la couverture actuelle est tout à fait suffisante en tout cas quand on évoque les couvertures de la population. Certaines zones montagneuses de la Réunion, en particulier le parc national de la Réunion, disposent d'une moins bonne couverture et n'ont pas non plus l'ensemble des opérateurs présents en tout point. Néanmoins cet état n'est pas du seul fait des opérateurs. De nombreuses demandes de création ou de modification de sites (pour permettre des mutualisations entre opérateurs), ont été refusées malgré les gros efforts d'intégration paysagère proposés. En effet ces zones sont peu peuplées mais disposent d'un flux touristique important qui motive les opérateurs à déployer. Sur cette zone, une obligation de déploiement ne paraît pas la manière la plus efficace pour arriver au résultat et ne paraît pas juste pour les nouveaux opérateurs (les opérateurs Orange et SRR disposent de sites datant d'avant le parc qu'ils peuvent faire légèrement évoluer)

Les taux de déploiement de nouveaux sites mobiles sur la Réunion sont élevés et donnent par ailleurs lieu à de nombreux mouvements d'opposition des populations (en particulier près des écoles) qui ralentissent très fortement les vitesses de déploiement. Compte tenu de cette volonté de déploiement des opérateurs et de la grande qualité de la couverture à la Réunion, il ne semble pas que des obligations de déploiement complémentaires soient nécessaires.

Question 2 :

Les zones à la Réunion et à Mayotte où la couverture n'est assurée que par un seul opérateur sont pratiquement inexistantes, et celles ne disposant pas au minimum de trois opérateurs très faibles. Dans ces conditions laisser la concurrence s'appliquer afin de motiver les opérateurs à augmenter les débits paraît tout à fait suffisant. De plus, leur motivation sera d'augmenter les débits apparents pour les applications utilisées ce qui paraît plus efficace que d'aligner un débit maximum peu représentatif du débit applicatif réel en heure de pointe. Dans les territoires iliens, le débit et la latence des câbles sous-marins peuvent avoir des incidences une dizaine de fois supérieures au débit radio de la cellule.

Question 3

Une obligation de déploiement dans cette bande demanderait à être calibrée soigneusement en tenant compte des tailles des zones denses nécessitant ce type de réseau et la résistance de plus en plus forte des populations au déploiement d'antennes relais.

Question 4 :

Les couvertures indoor sur la Réunion et Mayotte sont de très grande qualité pour plusieurs opérateurs et ne paraissent pas nécessiter de déploiements de ce type.

Question 5 :

Les zones habitables de la Réunion et de Mayotte sont des zones relativement denses en population et les compléments hertziens sont rapidement saturés et ne répondent pas à l'attente du client final. Cela ne paraît donc pas une solution intéressante à part quelques petites zones particulières.

Question 11 :

Toutes fréquences additionnelles dans la bande 900 seraient attribuées à notre service 3G dans cette bande (aujourd'hui 4.2 Mhz seulement compte tenu du besoin en fréquences 2G) améliorant ainsi immédiatement le service de transport de données qui concerne encore un très grand nombre de clients ne disposant pas de mobiles 4G.

Question 12 :

Les deux bandes ne seraient pas utilisées pour les mêmes services. Dans ce cadre permettre une attribution de la bande 900 plus rapidement permettrait d'améliorer la qualité de service très rapidement pour des clients et des mobiles existants. L'utilisation de la bande 700 concernera naturellement un nombre de clients beaucoup plus limité au début.

Question 13 :

Il convient tout de même de comparer l'utilisation que peuvent faire les différents opérateurs des bandes fournies. Une utilisation très faible comme sur Mayotte ou une utilisation avec des offres entièrement illimitées sur le service de transfert des données, disponibles sans conditions et à bas coûts comme à la Réunion, ne sont probablement pas une utilisation qui maximise pour l'ensemble des clients, le rapport qualité/prix de la ressource commune que sont les fréquences. Les opérateurs qui n'utilisent pas les ressources de manières optimales ne devraient pas être favorisés par des avantages pour l'obtention d'autres ressources.

Question 14 :

Pour des raisons de niveaux de vie et de bancarisation, le taux de clients prépayés reste très élevé à Mayotte comparé à la métropole et à la Réunion. Le prix des forfaits ne s'applique donc qu'à un nombre faible des clients. Il convient de regarder précisément les offres prépayées avec leurs bundles voix illimités / godet data / offres intégrées sur les numéros famille en illimité qui sont désormais particulièrement agressives pour comparer réellement le niveau de prix à Mayotte. Par ailleurs la porosité des marchés avec la fin du roaming rend l'utilisation d'offres réunionnaises et même métropolitaines très fréquente sur Mayotte. On peut constater sur les dernières années, un retard d'environ deux à trois ans entre les évolutions du marché réunionnais et celles du marché mahorais qui devrait donc ne pas tarder à suivre le reste du marché français sans dispositions spécifiques.

Question 16 :

Les moyens de surveillance de ces utilisations secondaires paraissent limités sur nos territoires et la clause qui prévoit de ne pas causer de brouillages préjudiciables à des opérateurs généralistes paraît bien difficile à tenir dans la réalité. Telco OI n'est donc pas favorable à ces utilisations secondaires.

Question 18 :

Telco OI souhaiterait utiliser des fréquences de la bande 700 sur la Réunion et à Mayotte principalement pour de la 5G mais pourrait utiliser une part de ces fréquences en 4G dans un premier temps en fonction du nombre de terminaux 5G disponibles sur les territoires concernés afin d'optimiser la qualité de services de ses différentes typologies de clients sur les différentes technologies proposées.

Question 22 :

Telco OI souhaiterait utiliser des fréquences de la bande 3.4-3.8 sur la Réunion pour de la 5G. Néanmoins cette utilisation resterait limitée aux zones à forte densité de population du territoire ainsi qu'aux zones industrielles ou pôle d'entreprises. Une attribution d'un minimum de 80Mhz serait idéale pour tenir l'ensemble des promesses de la 5G.

Question 25 :

La bande des 900Mhz est utilisée sur des technologies différentes (2G et 3G) que les opérateurs devront conserver sur de nombreuses années afin d'assurer des compatibilités avec les mobiles de leurs clients actuels. Ils pourraient donc être plus juste de mettre en place un plafond sur les bandes 700 et 800 qui sont utilisées pour des services plus équivalents. Par ailleurs en cas de mise en place d'un plafond, il conviendrait de s'assurer que l'utilisation qui sera faite des bandes attribuées aux autres opérateurs soit une utilisation réelle et à l'autre extrême qu'elles soient utilisées de manière raisonnée en évitant des offres illimitées en dessous du prix d'un abonnement fixe qui satureraient les bandes via des connections permanentes de machines informatiques procédant à des téléchargements à faible intérêt pour des réseaux sans fil.

Question 26 :

Un plafond à 25Mhz à la Réunion ne permettrait pas à deux opérateurs actuels de postuler pour des blocs entiers en 700Mhz et limiterait un troisième à un bloc. Si la limite à 15Mhz de 700Mhz comme maximum d'attribution est appliquée, un cinquième opérateur devrait postuler pour que tous les blocs soient attribués. L'intensité concurrentielle à la Réunion avec des prix équivalents voire inférieurs à ceux de la métropole ne permettrait probablement pas un écosystème à 5 opérateurs. Un plafond à 30Mhz permettrait de meilleures possibilités de répartition des bandes entre opérateurs intéressés.

Question 27 :

Le second mécanisme paraît plus proche de la méthode d'attribution qui avait été utilisée pour la 4G et paraît moins sensible à une distorsion via une capacité financière supérieure d'un opérateur ou d'un nouvel entrant voulant s'offrir une licence à un coût raisonnable sur une partie du territoire français.